

RCS : AIX EN PROVENCE

Code greffe : 1301

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de AIX EN PROVENCE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2020 D 00815

Numéro SIREN : 889 131 959

Nom ou dénomination : 242 ROMAIN ROLLAND

Ce dépôt a été enregistré le 29/01/2024 sous le numéro de dépôt 1399

**242 ROMAIN ROLLAND**  
**SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE**  
**CAPITAL SOCIAL 900 EUROS**  
**SIEGE SOCIAL : 1596 AVENUE DE LA CROIX D'OR**  
**13320 BOUC BEL AIR**  
**RCS AIX EN PROVENCE 889 131 959**

**PROCES-VERBAL D'ASSEMBLEE GENERALE**  
**EXTRAORDINAIRE DES ASSOCIES**

L'an deux-mille-vingt-trois,  
Le onze décembre,  
A douze heures,

Les associés de la société «242 ROMAIN ROLLAND», société civile immobilière au capital de 900 euros, dont le siège social est à BOUC BEL AIR (13320), 1596 Avenue de la Croix d'Or, se sont réunis audit siège sur convocation de la gérance.

Il a été établi une feuille de présence qui a été émarginée par chaque associé en entrant en séance.

L'assemblée est présidée par Madame Virginie LAYANI, gérante associée de la société.

La feuille de présence révèle que les associés présents ou régulièrement représentés détiennent l'ensemble des parts sociales et qu'en conséquence l'assemblée est habilitée à prendre toutes décisions extraordinaires conformément aux statuts et aux textes en vigueur exigeant plus des trois quarts du capital social.

Le président dépose sur le bureau et met à la disposition de l'assemblée :

- la feuille de présence,
- le rapport du gérant,
- le texte des résolutions soumises au vote de l'assemblée,
- un exemplaire des statuts.

Le président rappelle à l'assemblée qu'elle est réunie pour délibérer sur l'ordre du jour suivant

**ORDRE DU JOUR**

- Agrément de cessions de parts sociales,
- Mise à jour des statuts sous réserve de la réalisation définitive des cessions de parts,
- Pouvoirs pour formalités,
- Questions diverses.

.../...

Puis lecture est donnée du rapport de la gérance.

La discussion est ouverte. Diverses observations sont présentées.

Personne ne demandant plus la parole, le président ouvre le scrutin sur les résolutions figurant à l'ordre du jour.

### **PREMIERE RESOLUTION**

La collectivité des associés donne acte à la gérance :

- de ce que les dispositions légales concernant la convocation de l'assemblée et la mise à disposition des associés des documents nécessaires pendant les quinze jours qui ont précédé l'assemblée, ont bien été respectées.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité des associés.

### **DEUXIEME RESOLUTION**

La collectivité des associés après avoir pris connaissance de l'intention exprimée par :

- Monsieur Fabrice HAZAN, de céder les 30 parts sociales qu'il détient dans la société  
à
- La société NOA, société civile au capital de 1 000 euros, dont le siège est sis au 6 Allée Turcat Méry, 13008 MARSEILLE, immatriculée auprès du RCS de MARSEILLE sous le numéro 792 137 648, représentée par son gérant, M. Fabrice HAZAN ayant reçu tout pouvoir à cet effet,

déclare expressément agréer ladite cession de parts sociales et la société NOA en qualité de nouvel associé

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité des associés.

### **TROISIEME RESOLUTION**

Sous condition suspensive de la réalisation définitive des cessions de parts ayant fait l'objet de l'agrément ci-dessus, les associés décident de modifier ainsi qu'il suit l'article 7 des statuts :

#### **ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL (Nouveau)**

Le capital social est fixé à la somme de NEUF CENTS EUROS (900 Euros), il est divisé en 90 (quatre-vingt-dix) parts sociales de 10 euros (dix) chacune de valeur nominale, souscrites en totalité par les associés et attribuées à chacun d'eux, en proportion de leurs apports respectifs et des modifications intervenues, de la manière suivante :

.../...

- La société NOA, à concurrence de trente parts sociales, numérotées de 1 à 30, ci..... 30 parts
  - Madame Virginie LAYANI, à concurrence de trente parts sociales, numérotées de 31 à 60, ci..... 30 parts
  - Société FONCIERE ALYAH , à concurrence de trente parts sociales, numérotées de 61 à 90, ci..... 30 parts
- TOTAL EGAL AU NOMBRE DE PARTS SOCIALES  
COMPOSANT LE CAPITAL SOCIAL, SOIT ..... 90 parts.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des associés.

#### QUATRIEME RESOLUTION

Tous pouvoirs sont donnés à la gérance pour effectuer ou faire effectuer les formalités de publicité afférentes aux résolutions ci-dessus adoptées.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des associés présents ou représentés.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

De tout ce que dessus, il été dressé le présent procès-verbal qui a été signé après lecture par la gérance et visé par les associés présents à l'assemblée.

LE GERANT  
Madame Virginie LAYANI





242 ROMAIN ROLLAND  
SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE  
CAPITAL SOCIAL 900 EUROS  
SIEGE SOCIAL : 1596 AVENUE DE LA CROIX D'O  
13320 BOUC BEL AIR  
889 131 959 R.C.S. AIX-EN-PROVENCE

**CESSION DE PARTS SOCIALES**

Enregistré à : SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ENREGISTREMENT  
MARSEILLE  
Le 15/12/2023 Dossier 2023 00032478, référence 1314P01 2023 A 11618  
Enregistrement : 25 € Penalités : 0 €  
Total liquidé : Vingt-cinq Euros  
Montant reçu : Vingt-cinq Euros

**LES SOUSSIGNES :**

- **Monsieur Fabrice HAZAN,**  
Né le 17 novembre 1975 à MARSEILLE,  
Demeurant 111 rue Jean Mermoz,  
13008 MARSEILLE,  
De nationalité française,  
Marié sous contrat de séparations de biens à Mme Audrey BENCHAYOUN,

ci-après dénommé « LE CEDANT »

**D'UNE PART,**

- **La société NOA,**  
Société civile au capital de 1 000 euros,  
Dont le siège social est sis 6 Allée Turcat Méry,  
13008 MARSEILLE  
Société immatriculée auprès du RCS de MARSEILLE sous le numéro 792 137 648,  
Représentée par son gérant, Monsieur, ayant reçu tous pouvoirs à cet effet,

ci-après dénommée « LE CESSIONNAIRE »

**D'AUTRE PART,**

Ont préalablement à la cession de parts sociales, objet des présentes, exposé ce qui suit :

.../...

N. M.

## EXPOSE

Le cédant est associé dans la société civile immobilière «242 ROMAIN ROLLAND ».

Celle-ci est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de AIX EN PROVENCE sous le numéro 889 131 959.

Le siège social fixé au 1596 av de la Croix d'Or – 13320 BOUC-BEL-AIR.

La société a pour objet : l'acquisition, la mise en valeur, l'administration, l'exploitation, la location, la gestion de tous biens immobiliers et de toutes valeurs de société immobilières.

Le capital social est fixé à la somme de 900 euros (neuf-cents euros). Il est divisé en 90 parts sociales (quatre-vingt-dix), de 10 euros (dix euros) de valeur nominale, entièrement souscrites, libérées à ce jour, numérotées de 1 à 90 et attribuées aux associés en proportion de leurs apports respectifs, à savoir :

- Monsieur Fabrice HAZAN, à concurrence de trente parts sociales, numérotées de 1 à 30, ci..... 30 parts,
  - Madame Virginie LAYANI, à concurrence de trente parts sociales, numérotées de 31 à 60, ci..... 30 parts,
  - La société FINANCIERE ALYAH, à concurrence de trente parts sociales, numérotées de 61 à 90, ci..... 30 parts,
- TOTAL REPRESENTANT LE MONTANT DU CAPITAL SOCIAL : QUATRE VINGT DIX PARTS, ci..... 90 parts

La société a une durée de 99 années et doit expirer le 20/09/2119.

La gérance est actuellement assurée par Madame Virginie LAYANI.

La société détient à ce jour un actif immobilier sis 242 rue Roman Rolland, 13010 MARSEILLE. Elle est régulièrement propriétaire de l'ensemble de ses immobilisations et n'est frappée d'aucune restriction de propriété de quelque nature que ce soit et à quelque titre que ce soit.

Enfin, il est précisé que la société est soumise sur option, au régime de l'impôt sur les sociétés. Son dernier bilan a été arrêté au 31 décembre 2022.

Il est également rappelé que les statuts de la société prévoient dans leur article 11-3, que les parts sociales de la société ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société, qu'avec l'agrément des associés donné dans la forme d'une décision collective extraordinaire (un ou plusieurs associés représentant les trois quarts des parts sociales).

Enfin, il est précisé que la présente cession de parts portant sur une fraction de droits inférieure à 50 % du capital, aucune déclaration d'intention d'aliéner n'est à produire auprès des services de la commune.

Après avoir exposé ce que dessus, les soussignés ont ainsi qu'il suit procédé à la cession de parts sociales objet des présentes :

.../...

N° 17

# CONVENTION

## I – CESSION DE PARTS SOCIALES

LE CEDANT cède et transporte sous les garanties ordinaires et de droit, au CESSIONNAIRE qui accepte, trente (30) parts sociales de 10 euros chacune de valeur nominale, numérotées de 1 à 30, qu'il possède dans la société sus-désignée.

## II – PRIX

La présente cession de part sociale est consentie et acceptée moyennant le prix de 10 € la part sociale, soit la somme de TROIS CENTS EUROS (300 €) pour l'ensemble des parts sociales cédées. Ce prix a été fixé d'un commun accord entre les soussignés et tient compte de la situation de la société au niveau de ses actifs/passifs, et de son endettement supérieur à la valeur de ses immobilisations.

Ce prix est réglé ce jour par le cessionnaire au cédant, qui se reconnaît intégralement réglé de la présente cession et donne ici bonne et valable quittance au cessionnaire, au moyen de l'inscription au compte courant détenu par le cédant dans la comptabilité de la société NOA, société cessionnaire dont il est associé, de la somme de 300 euros ;

DONT QUITTANCE ;

## III – JOUISSANCE PROPRIETE

LE CESSIONNAIRE aura la propriété et la jouissance des parts cédées à compter de ce jour avec tous les droits attachés. A cet effet, LE CEDANT met et subroge le cessionnaire dans tous les droits et actions attachés aux parts sociales cédées.

## IV – DECLARATIONS DU CEDANT – DECLARATIONS FISCALES

LE CEDANT déclare :

- Qu'il est propriétaire des parts sociales cédées en qualité de membre fondateur de la société, ces parts lui ayant été attribuées à la constitution de la société en contrepartie de son engagement d'apport en numéraire,
- Qu'il dispose de la pleine capacité pour céder ces parts et qu'il n'existe aucun empêchement à la cession,
- Que les parts cédées sont libres de tout nantissement et qu'elles ne sont pas affectées en garantie au profit de la société ou de toute autre personne,
- Qu'il n'a participé à aucun acte de nature à vider ces parts de leur substance et qu'il n'existe aucun vice de nature à rendre les parts cédées impropres à leur destination,
- Que les parts sociales cédées lui appartiennent en propre,
- Que la société n'a fait l'objet d'aucune procédure collective,
- Et de façon générale, que les parts cédées ne font l'objet d'aucune remise en gage ni d'aucun nantissement et qu'elles ne sont exposées à aucune mesure de confiscation ou de séquestre et ne peuvent être frappées d'aucun droit de préemption ou de privilège notamment au profit du TRESOR.

.../...

W Fu

Déclaration relative au droit de préemption urbain : La présente cession ne conduit pas à rendre majoritaire le cessionnaire à l'issue de la présente acquisition. En conséquence, le droit de préemption urbain n'a pas vocation à s'appliquer et le cédant est dispensé de présenter une déclaration d'intention d'aliéner.

Le cédant déclare par ailleurs :

- En ce qui concerne la plus-value : la société étant soumise à l'impôt sur les sociétés, le régime des plus-values mobilières est applicable à ladite cession. En conséquence, le cédant détenant les titres cédés depuis la date de création de la société (10 juin 2022), et le prix de cession correspondant à la valeur nominale des titres, aucun gain de plus-value n'est constaté à l'issue de la présente cession. Si un tel gain devait apparaître, le cédant ferait son affaire personnelle de sa déclaration de plus-value et du paiement des prélèvements sociaux afférents.
- En ce qui concerne les droits d'enregistrement : La société sera soumise à la formalité de l'enregistrement en application de l'article 726-I-2° du code Général des Impôts (taux de 5 % sans abattement) dû pour les sociétés à prépondérance immobilière.

#### **V – ORIGINE DE PROPRIETE**

LE CEDANT est propriétaire des parts sociales cédées pour les avoir reçues lors de la constitution de la société en rémunération de son engagement d'apport en numéraire, ainsi qu'il résulte des statuts établis aux termes d'un acte sous seing privé en date à MARSEILLE du 11 septembre 2020.

#### **VI – AGREMENT DU CESSIONNAIRE DE PARTS SOCIALES**

Conformément aux dispositions de l'article 11 des statuts, prévoyant que la cession des parts sociales à des personnes autres que les associés, conjoints, ascendants ou descendants ne peut intervenir qu'avec l'agrément des associés donné dans la forme d'une décision collective extraordinaire, la présente cession a donné lieu à agrément préalable donné par délibération de la collectivité des associés en date du 11 décembre 2023.

#### **VII – COMPTE COURANT D'ASSOCIE DU CEDANT**

Il est précisé que le CEDANT détient une créance dans la société 242 ROMAIN ROLLAND d'un montant de 57 823.67 euros au jour de la cession. Le cédant ne pouvant plus détenir de compte courant d'associé, et cette créance ne faisant pas l'objet d'un rachat par le cessionnaire et ne pouvant être remboursée par la société, elle sera considérée comme un prêt de même montant consenti par M. Fabrice HAZAN à la société 242 ROMAIN ROLLAND.

#### **VIII – GARANTIE DE PASSIF ET D'ACTIF**

D'un commun accord entre les parties, la présente cession est faite sans garantie de passif et d'actif au profit du cessionnaire.

.../...

N FN

## **IX – CHARGES ET CONDITIONS**

La cession a lieu aux conditions ordinaires et de droit. Le cessionnaire ne pourra se prévaloir envers le cédant que de la garantie légale attachée à une telle opération de cession de parts et de la jurisprudence relative à cette garantie. Les parts cédées ne sont représentées par aucun titre et leur propriété résulte des statuts et de leurs modifications éventuelles. Une copie des statuts mis à jour a été remise au cessionnaire qui le reconnaît.

Le cessionnaire est subrogé dans tous les droits du cédant, tant envers la SCI qu'envers des tiers.

Le cessionnaire s'engage à respecter et à se conformer aux clauses et conditions des statuts de la société ainsi qu'aux obligations attachées à la qualité d'associé.

## **X – FORMALITES**

Le présent acte sera enregistré à la recette des impôts du domicile d'une des parties par les soins du cessionnaire.

Le gérant s'engage à effectuer dans les plus brefs délais les formalités de publicité auprès du greffe du tribunal de commerce. A défaut, le cédant ou le cessionnaire peuvent, après mise en demeure du gérant restée vaine au terme d'un délai de huit jours, et en justifiant de la saisine du président du tribunal, déposer contre récépissé l'acte de cession de parts sociales au registre du commerce et des sociétés. A titre conservatoire et jusqu'à la décision du tribunal, ce dépôt rend la cession opposable aux tiers, sous réserve de la signification de l'acte à la société en bonne et due forme.

## **XI - ELECTION DE DOMICILE**

Pour l'exécution des présentes et de leur suite, les parties font élection de domicile en leur demeure respective sus-indiquée et spécialement pour la validité d'éventuelles inscriptions à prendre, au greffe du tribunal de commerce de AIX-EN-PROVENCE.

## **XII – CLAUSE DE RIGUEUR**

Les parties déclarent être garantes de l'exactitude des énonciations faites aux présentes que le rédacteur n'a fait ici que reproduire.

## **XIII – AFFIRMATION DE SINCERITE**

Les parties affirment sous les peines édictées par l'article 1837 du code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité du prix convenu.

Le cédant déclare que les parts cédées ne sont pas représentatives d'apports en nature effectués depuis moins de trois ans ainsi qu'il résulte de l'origine de propriété relatée ci-dessus. En conséquence, la présente cession portant sur des parts de société à prépondérance immobilière est soumise au droit d'enregistrement de 5 % sans abattement ainsi qu'indiqué ci-avant.

.../...

N Pn

Il est précisé en outre que la présente cession n'entre pas dans le champ d'application de l'article 1655 ter du Code Général des Impôts et qu'elle n'entraîne pas dissolution de la société.

#### **XIV – CLAUSE COMPROMISSOIRE**

Tous les litiges auxquels les présentes conventions pourront donner lieu, en particulier tant pour leur validité que pour leur interprétation, leur exécution, ou leur résiliation, seront résolus conformément à la loi française et par voie d'arbitrage.

A cet effet, chacune des parties sera chargée de désigner un arbitre ; au cas où le défendeur n'aurait pas choisi son arbitre, dans la quinzaine de la sommation qui lui en aura été faite par lettre recommandée avec accusé de réception, la désignation en sera faite par Monsieur le Président du Tribunal de commerce de MARSEILLE statuant sur ordonnance de référé. Dans le cas où les arbitres désignés ne pourraient se mettre d'accord et seraient partagés, ils devront nommer un tiers arbitre qui sera chargé de les départager.

Si les arbitres ne pouvaient se mettre d'accord sur le choix du tiers arbitre, ce dernier serait désigné par Monsieur le Président du Tribunal de commerce de MARSEILLE saisi à la requête de l'arbitre le plus diligent.

Les arbitres seront dispensés des règles de délais et formes de la procédure de droit commun et jugeront comme amiables compositeurs. Dans tous les cas, la sentence à intervenir sera rendue en dernier ressort et ne pourra être attaquée par la voie de l'appel ni par la voie de la requête civile. Les arbitres diront, dans tous les cas, s'il y a lieu à exécution provisoire de la sentence.

#### **XV – IMPREVISION – INFORMATIONS PRECONTRACTUELLES**

Chacune des Parties déclare, compte tenu de la période de négociations ayant précédé la conclusion du Contrat, qui lui a permis de s'engager en toute connaissance de cause, et des contreparties réciproquement consenties, renoncer expressément à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 du Code civil et du régime de l'imprévision qui y est prévu, s'engageant à assumer ses obligations même si l'équilibre contractuel se trouve bouleversé par des circonstances qui étaient imprévisibles lors de la conclusion du Contrat, quand bien même leur exécution s'avérerait excessivement onéreuse et à en supporter toutes les conséquences économiques et financières.

Chacune des Parties déclare avoir porté à la connaissance de l'autre partie l'ensemble des informations déterminantes de leur consentement réciproques et ayant un lien direct et nécessaire avec le contenu du présent Contrat.

Chacune des Parties déclare connaître et mesurer les risques attachés à l'exécution du présent Contrat.

#### **XVI - POUVOIRS**

Tous pouvoirs sont confiés au porteur d'un original des présentes pour remplir ou requérir toutes formalités.

.../...



W A

**XVII – FRAIS**

Les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites seront supportés par le CESSIONNAIRE qui s'y oblige.

Fait et passé en autant d'originaux que de parties plus un pour l'enregistrement et un pour le dépôt au Greffe du Tribunal de commerce compétent.

FAIT A MARSEILLE LE 11 DECEMBRE 2023

<b>LE CEDANT</b> M. Fabrice HAZAN	<b>LE CESSIONNAIRE</b> P/o la société NOA M. Fabrice HAZAN
	




# 242 ROMAIN ROLLAND

SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE  
CAPITAL SOCIAL DE 900 EUROS  
SIEGE SOCIAL : 1596 AVE NUE DE LA CROIX D'OR  
13320 BOUC BEL AIR  
889 131 959 RCS AIX EN PROVENCE

# STATUTS

*Certifié conforme à l'original*



# STATUTS

## LES SOUSSIGNES :

- *Monsieur HAZAN Fabrice, Salomon, Isaac,*  
Né le 17 novembre 1975 à MARSEILLE,  
Demeurant 111 Rue Jean Mermoz BAT'A,  
13008 MARSEILLE,  
de nationalité française,  
Marié sous contrat de séparation de biens à Mme Audrey BENHAYOUN,
  
- *Madame LAYANI Virginie, née AMSELLEM,*  
Née le 11 Aout 1976 à MARSEILLE,  
Demeurant 60 Chemin de la Mare,  
13013 MARSEILLE,  
de nationalité française,  
Marié sous contrat de séparation de biens à Monsieur Cyrille LAYANI,
  
- *Monsieur CHOUKROUN Julien, Maurice, Elie,*  
Né le 06 octobre 1981 à MARSEILLE,  
Demeurant 5 B Traverse Roquepin,  
13012 MARSEILLE,  
de nationalité française,  
Marié sous contrat de séparation de biens à Mme Maud BENHAYOUN,

ONT ETABLI AINSI QU'IL SUIV LES STATUTS DE LA SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE  
DEVANT EXISTER ENTRE EUX ET TOUTE AUTRE PERSONNE QUI VIENDRAIT  
ULTERIEUREMENT A ACQUERIR LA QUALITE D'ASSOCIE.

TITRE I  
FORME - OBJET - APPELLATION SOCIALE -  
SIEGE SOCIAL - DUREE

ARTICLE 1 - FORME

Il est formé entre les propriétaires de parts sociales ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une société civile immobilière régie par les articles 1832 à 1870-1 du code civil et par les décrets pris pour leur application, ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 - OBJET

« La société a pour objet l'acquisition, la mise en valeur, l'administration, l'exploitation, la location, la gestion de tous biens immobiliers et de toutes valeurs de sociétés immobilières,

« Et plus généralement, toutes opérations quelconques pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou tous objets connexes, de quelque nature qu'elles soient, de nature à favoriser le but poursuivi par la société, son existence ou son développement, pourvu que ces opérations ne modifient pas le caractère civil de la société.

ARTICLE 3 - APPELLATION SOCIALE

La société a pour appellation sociale la dénomination suivante :

« 242 ROMAIN ROLLAND »

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, indiqueront la dénomination sociale précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots « société civile immobilière » ou des initiales « S.C.I. » et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à :

« 1596 Avenue de la Croix d'Or  
13320 BOUC BEL AIR »

Il pourra être transféré en tout autre lieu par décision collective extraordinaire.

VL      FH  
            J  
3

## **ARTICLE 5 – DUREE**

La durée de la société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

# **TITRE II** **APPORTS – CAPITAL SOCIAL**

## **ARTICLE 6 – APPORTS**

Les soussignés apportent à la société :

- Monsieur Fabrice HAZAN, une somme en numéraire de trois cents euros, ci..... 300 euros
- Madame Virginie LAYANI, une somme en numéraire de trois cents euros, ci..... 300 euros
- Monsieur Julien CHOUKROUN, une somme en numéraire de trois cents euros, ci..... 300 euros

Soit au TOTAL, la somme NEUF CENTS EUROS  
représentant le capital de la société, ci..... 900 euros

Les associés déclarent que les sommes représentatives de leurs apports seront versées dans la caisse sociale à première demande du gérant.

Ces différents apports sont rémunérés ainsi qu'il est indiqué à l'article 7 suivant.

## **ARTICLE 7 (nouveau) – CAPITAL SOCIAL**

Le capital social est fixé à la somme de NEUF CENTS EUROS (900 euros) et il est divisé en 90 (quatre-vingt-dix) parts sociales de 10 euros (dix) chacune, souscrites en totalité par les associés et attribuées à chacun d'eux, en proportion de leurs apports respectifs et des modifications intervenues depuis la création de la société, de la manière suivante :

- La société NOA, à concurrence de trente parts sociales, numérotées de 1 à 30, ci..... 30 parts,
- Madame Virginie LAYANI, à concurrence de trente parts sociales, numérotées de 31 à 60, ci..... 30 parts,
- Société FONCIERE ALYAH, à concurrence de trente parts sociales, numérotées de 61 à 90, ci..... 30 parts,

TOTAL EGAL AU NOMBRE DE PARTS SOCIALES  
COMPOSANT LE CAPITAL SOCIAL, SOIT ..... 90 parts.

## ARTICLE 8 – MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti selon décision collective extraordinaire. Ces opérations interviendront selon tout mode approprié. Elles seront effectuées dans le strict respect de l'égalité entre associés.

## TITRE III PARTS SOCIALES

### ARTICLE 9 – DROITS ET OBLIGATIONS RESULTANT DES PARTS SOCIALES

Chaque part sociale donne droit dans la propriété de l'actif social à une fraction proportionnelle au nombre de parts existantes.

Elle donne droit par ailleurs, comme fixé ci-dessous, à la répartition des bénéfices et du boni de liquidation ainsi qu'à l'obligation de la contribution aux pertes ;

L'associé répond à l'égard des tiers, indéfiniment des dettes sociales à proportion de sa part dans le capital social à la date d'exigibilité ou au jour de la cessation des paiements,

L'associé qui n'a apporté que son industrie est tenu comme celui dont la participation dans le capital social est la plus faible.

Les créanciers ne peuvent poursuivre le paiement des dettes sociales contre un associé qu'après avoir préalablement et vainement poursuivi la société.

### ARTICLE 10 – REPRESENTATION DES PARTS

Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables.

Le droit de chaque associé résulte seulement des présents statuts, des actes qui pourraient les modifier et des cessions qui seraient régulièrement consenties et constatées.

Une copie certifiée conforme par le gérant, de ces documents sera délivrée, aux frais de la société, à tout associé qui en fera la demande.

### ARTICLE 11 – CESSIION DES PARTS SOCIALES

#### 1° Forme de la cession

La cession des parts doit être constatée par écrit sous seing privé. Cet écrit sera daté et précisera le nom et les prénoms du cédant et du cessionnaire, le nombre et la valeur des parts cédées, le prix de cession.

Lorsque deux époux sont simultanément membres de la société, les cessions faites par l'un d'eux à l'autre, pour être valable, doivent résulter d'un acte notarié ou d'un acte sous seing privé ayant acquis date certaine autrement que par le décès du cédant.

.../...  
VL BH  
je  
5

La cession est rendue opposable à la société par la voie soit d'une signification par acte extrajudiciaire, soit par son acceptation par la société dans un acte authentique. Toutefois, la signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de ces formalités et en outre, après publicité au registre du commerce et des sociétés.

### 2° Cessions entre associés, conjoints, ascendants, descendants

Les parts sont librement cessibles entre associés. Il en est de même pour les cessions aux conjoints, ascendants ou descendants des associés. Pour toutes cessions à des tiers, un agrément sera requis dans des conditions du 3° ci-dessous.

### 3° Cession à des tiers non associés

La cession des parts sociales à des personnes autres que les personnes visées au 2° ci-dessus, ne peut intervenir qu'avec l'agrément des associés donné dans la forme d'une décision collective extraordinaire.

Le projet de cession est notifié à la société et à chacun des associés accompagné de la demande d'agrément, par acte d'huissier ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Le gérant convoque une assemblée aux fins de se prononcer sur l'agrément dans le mois suivant la notification.

Le gérant notifie au cédant, ainsi qu'aux autres associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la décision d'agrément ou le refus dans les deux mois qui suivent la notification par le cédant du projet de cession.

En cas de refus d'agrément, chaque associé peut se porter acquéreur des parts que le demandeur se propose de céder. Lorsque plusieurs associés expriment leur volonté d'acquérir, ils sont, sauf clause ou convention contraire, réputés acquéreurs à proportion du nombre de parts qu'ils détenaient antérieurement.

La demande de ou des associés, est adressée à la société et à chacun des autres associés, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans un délai de quinze jours à partir de la notification par le gérant du refus d'agrément.

Elle indique le nombre de parts dont le rachat est proposé et le prix qui est offert.

Le gérant opère, au vu des diverses demandes présentées, le projet de la répartition des parts comme indiqué ci-dessus.

Si aucun associé ne se porte acquéreur, ou s'il existe un reliquat parce que les demandes reçues ne portent pas sur la totalité des parts, le gérant, au nom de la société, peut faire acquérir les parts par un tiers qu'il désigne.

Le gérant peut aussi, au nom de la société, procéder au rachat des parts. Les parts sont alors annulées et le capital est réduit du montant de la valeur nominale des parts rachetées.

VL

PH

Le gérant notifie au cédant le nom du ou des acquéreurs proposés, associés ou tiers, ou l'offre de rachat par la société, ainsi que le prix offert. Cette notification a lieu sous forme d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception, dans un délai de quatre mois à partir de la notification du projet de cession faite par le cédant.

Le cédant peut au vu des propositions qui lui sont faites renoncer à la cession.

Il peut aussi accepter ces propositions mais en contester le prix. Celui-ci est alors fixé par un expert désigné par le candidat acquéreur et le cédant, ou à défaut d'accord entre eux, par ordonnance du président du tribunal de grande instance statuant en la forme des référés et sans recours possible.

L'expert notifie son rapport à la société et à chacun des associés. Jusqu'à l'acceptation, expresse ou tacite, du prix par les parties, celles-ci peuvent renoncer à la cession.

En cas de renonciation de l'un ou de plusieurs des candidats acquéreurs, la gérance peut leur substituer tout associé ou tiers de son choix ou la société peut décider de racheter les parts comme indiqué ci-dessus. Les honoraires et frais d'expertise sont supportés moitié par le cédant, moitié par le cessionnaire.

La partie qui renonce à l'opération de cession postérieurement à la désignation de l'expert supporte les honoraires et frais d'expertise.

Si aucune offre d'achat n'est faite au cédant dans un délai de six mois à compter de la date de la dernière des notifications qu'il a faite à la société et aux associés, l'agrément de la cession est réputé acquis à moins que les associés ne décident dans le délai de six mois indiqué ci-dessus la dissolution de la société.

#### ARTICLE 12 - RECONNAISSANCE DE LA QUALITE D'ASSOCIE AU CONJOINT D'UN ASSOCIE

En cas d'apports de biens communs ou d'acquisition de parts sociales au moyen de fonds communs, le conjoint de l'apporteur ou de l'acquéreur peut en application de l'article 1832.-2 du code civil, notifier à la société son intention d'être personnellement associé pour la moitié des parts sociales souscrites ou acquises.

Si la notification intervient lors de l'apport ou de l'acquisition, l'acceptation ou l'agrément des associés vaut pour les deux époux.

Si la notification est postérieure à l'apport ou à l'acquisition le conjoint doit être agréé à la majorité de plus des trois quarts du capital social.

L'époux associé ne participe pas au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité. La décision des associés doit être notifiée au conjoint par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans un délai d'un mois à compter de sa demande. A défaut de notification dans ce délai, l'agrément est réputé accordé. En cas de refus d'agrément dûment notifié, l'époux apporteur des biens ou souscripteur des parts demeure associé pour la totalité des parts concernées.

FH  
JL Jc  
7

### ARTICLE 13 – NANTISSEMENT DES PARTS

Les parts sociales peuvent faire l'objet d'un nantissement constaté soit par acte authentique, soit par acte sous seing privé, signifié à la société ou accepté par elle dans un acte authentique et donnant lieu à publicité dont la date détermine le rang des créanciers nantis.

Ceux dont les titres sont publiés le même jour viennent en concurrence. Le privilège du créancier gagiste subsiste sur les droits sociaux nantis, par le seul fait de la publication du nantissement.

Tout associé peut obtenir des autres associés leur consentement à un projet de nantissement dans les mêmes conditions que leur agrément à une cession de parts selon la procédure décrite à l'article 11.

Le consentement donné au projet de nantissement emporte agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts sociales à la condition que cette réalisation soit notifiée un mois avant la vente aux associés et à la société.

Chaque associé peut se substituer à l'acquéreur dans un délai de cinq jours, à compter de la vente. Si plusieurs associés exercent cette faculté, ils sont réputés acquéreurs à proportion du nombre de parts qu'ils détenaient antérieurement. Si aucun associé n'exerce cette faculté, la société peut racheter elle-même les parts en vue de leur annulation.

### ARTICLE 14 – REALISATION FORCEEE

La réalisation forcée qui ne procède pas d'un nantissement auquel les autres associés ont donné leur consentement doit être notifiée un mois avant la vente, comme indiqué ci-dessus, aux associés et à la société.

Les associés peuvent dans ce délai, décider la dissolution de la société ou l'acquisition des parts comme en matière de cession. Si la vente a eu lieu, les associés ou la société peuvent exercer la faculté de substitution qui leur est reconnue en matière de nantissement. Le non-exercice de cette faculté emporte l'agrément de l'acquéreur.

### ARTICLE 15 – RETRAIT D'UN ASSOCIE

Sans préjudice des droits des tiers, un associé peut se retirer totalement ou partiellement de la société avec l'accord de ses coassociés, pris en la forme d'une décision collective extraordinaire et dans le cadre d'une assemblée.

La demande de retrait doit être notifiée par acte recommandé avec demande d'avis de réception à la société et à chacun des associés trois mois avant la date d'effet.

Le retrait peut également être autorisé pour justes motifs par décision du tribunal de grande instance.

L'associé qui se retire a droit au remboursement de la valeur de ses droits, fixée à l'amiable ou à défaut par un expert désigné conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du code civil. Si le bien qu'il a apporté et dont les parts concernées ont constitué la rémunération, se trouve encore en nature dans l'actif social lors du retrait, l'associé peut se le faire attribuer à charge de soulte s'il y a lieu. A défaut d'accord, la valeur du bien est fixée par un expert désigné conformément à l'article 1843-4 du code civil. L'associé peut renoncer au retrait jusqu'à l'acceptation expresse ou tacite du prix.

FN 8

Le gérant, à la suite du retrait, opère la réduction du capital et l'annulation des parts intéressées.

#### ARTICLE 16 -- DECES

En cas de décès d'un associé, la société n'est pas dissoute mais continue entre les associés survivants et les héritiers et ayants droit de l'associé décédé et éventuellement son conjoint survivant, lesquels ne sont pas soumis à agrément.

Pour l'exercice de leurs droits d'associés, les héritiers ou ayants droit doivent justifier de leur identité personnelle et de leurs qualités héréditaires, le gérant pouvant exiger la production d'expédients ou d'extraits de tous actes notariés établissant cette qualité.

Ils doivent également justifier de la désignation du mandataire commun chargé de les représenter pendant la durée de l'indivision.

Toute personne morale à laquelle une succession est dévolue doit obtenir l'agrément des associés survivants suivant décision extraordinaire.

### TITRE IV GERANCE

#### ARTICLE 17 -- NOMINATION

La société est gérée par un ou plusieurs gérants associés ou non, personne physique, désigné pour une durée déterminée ou non.

Le ou les gérants sont nommés dans les statuts ou par une décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

#### ARTICLE 18 -- FIN DES FONCTIONS

Les fonctions du gérant prennent fin à l'arrivée du terme fixé. Cette fin peut intervenir aussi par démission. Cette démission ne peut avoir lieu que pour causes légitimes.

Le ou les gérants sont révocables par décision dûment motivée des associés, représentant plus de la moitié des parts sociales. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommage et intérêts.

En outre, le ou les gérants sont également révocables par les tribunaux pour cause légitime, à la demande de tout associé.

Si le gérant est un associé, il peut se retirer de la société en obtenant le remboursement de ses droits sociaux.

La révocation du gérant, qu'il soit associé ou non, n'entraîne pas la dissolution de la société.

FN 9

#### ARTICLE 19 - ABSENCE DE GERANT

Si pour quelque cause que ce soit, la société se trouve dépourvue de gérant, tout associé peut demander au président du tribunal, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire chargé de réunir les associés en vue de nommer un ou plusieurs gérants.

Dans le cas où la société est dépourvue de gérant depuis plus d'un an, tout intéressé peut demander au tribunal la dissolution anticipée de la société.

#### ARTICLE 20 - PUBLICITE DE LA NOMINATION ET DE LA CESSATION DES FONCTIONS.

La nomination et la cessation de fonctions des gérants doivent être publiées.

Ni la société, ni les tiers ne peuvent, pour se soustraire à leurs engagements, se prévaloir d'une irrégularité dans la nomination des gérants ou dans la cessation de leurs fonctions dès lors que ces décisions ont été régulièrement publiées.

#### ARTICLE 21 - REMUNERATION

Chacun des gérants pourra percevoir, en rémunération de ses fonctions de direction et en compensation de la responsabilité attachée auxdites fonctions, un traitement fixe ou proportionnel ou à la fois fixe et proportionnel, dont le montant et les modalités de règlement sont déterminés par décision collective ordinaire des associés.

En outre, chacun des gérants a droit au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement sur justification.

#### ARTICLE 22 - POUVOIRS DANS LES RAPPORTS ENTRE ASSOCIES

Dans les rapports entre associés, le gérant peut accomplir tous les actes de gestion que demande l'intérêt de la société. En cas de pluralité de gérants, ceux-ci exercent séparément ces pouvoirs, sauf le droit qui appartient à chaque gérant de s'opposer à une opération avant qu'elle ne soit conclue.

Toutefois, dans les rapports entre associés et sans que cette clause puisse être opposée aux tiers ou invoquée par eux, il est convenu que le gérant ne pourra, sans y être autorisé préalablement par une décision générale ordinaire, effectuer les actes et opérations suivants :

Contracter des emprunts, effectuer des achats, échanges et ventes d'immeubles, constituer des hypothèques ou des nantissements, participer à la fondation de sociétés et effectuer tous apports à des sociétés constituées ou à constituer, prendre des intérêts dans d'autres sociétés.

Le non respect par un gérant des dispositions de l'alinéa précédent, constitue un juste motif de révocation.

W .....  
je SM

### ARTICLE 23 – POUVOIRS DANS LES RAPPORTS AVEC LES TIERS

Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes de la gérance qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

Le ou les gérants peuvent sous leur responsabilité constituer des mandataires pour un ou plusieurs objets déterminés.

### ARTICLE 24 – RESPONSABILITE

Chaque gérant est responsable individuellement envers la société et envers les tiers, soit des infractions aux lois et règlements, soit des fautes commises dans sa gestion, soit de la violation des statuts.

Il doit consacrer aux affaires sociales tout le temps et les soins nécessaires.

Si plusieurs gérants ont participé aux mêmes faits, leur responsabilité est solidaire à l'égard des tiers et des associés. Toutefois, dans leurs rapports entre eux, le tribunal détermine la part contributive de chacun dans la réparation du dommage.

Si une personne morale exerce la gérance, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités, civiles et pénales, que s'ils étaient gérants en leur nom propre sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

## TITRE V DECISIONS COLLECTIVES

### ARTICLE 25 – DOMAINE

Les décisions qui excèdent les pouvoirs reconnus aux gérants sont prises dans les conditions fixées ci-dessous.

### ARTICLE 26 – FORMES

Les décisions collectives statuant sur les comptes sociaux sont prises en assemblée. Il en est de même de toutes celles décidant une modification des statuts. Toutes les autres décisions collectives peuvent être prises au choix du gérant soit en assemblée, soit par consultation écrite des associés.

...  
BM *VR* Jk  
11

## ARTICLE 27 – OBJET

Les décisions collectives sont qualifiées d'extraordinaires ou d'ordinaires.

Les décisions extraordinaires sont celles qui ont pour objet la modification des statuts ou l'agrément des cessions ou mutations de parts, droits de souscription ou d'attribution.

Toutes les autres décisions prises en assemblée ou lors des consultations écrites sont qualifiées de décisions collectives ordinaires.

## ARTICLE 28 – MAJORITE

Les décisions extraordinaires ne sont valablement prises qu'autant qu'elles ont été adoptées par un ou des associés représentant plus des trois quarts du capital social.

Les décisions ordinaires sont prises par un ou des associés représentant plus de la moitié du capital social.

## ARTICLE 29 – MODALITES DE LA CONSULTATION DANS LE CADRE D'UNE ASSEMBLEE

### 1° Convocation

Les associés sont convoqués aux assemblées par le gérant sous forme d'une lettre recommandée qui leur est adressée quinze jours au moins avant la date de la réunion. Tout associé peut, à tout moment, par lettre recommandée, demander au gérant de provoquer une délibération des associés, sur une question déterminée. Le gérant procède alors à la convocation de l'assemblée selon les formes habituelles mais le gérant peut valablement se contenter d'inscrire la question soumise à l'ordre du jour de la prochaine assemblée. Il est tenu cependant de réunir l'assemblée si la question posée porte sur le retard du gérant à accomplir l'une de ses obligations.

### 2° Ordre du jour

L'ordre du jour de l'assemblée est arrêté par l'auteur de la convocation. La lettre de convocation le précise.

### 3° Résolutions et documents d'information

L'ordre du jour doit être accompagné du texte des résolutions et de tout document nécessaire à l'information des associés.

Par ailleurs, durant le délai de quinze jours précédant l'assemblée, les documents adressés aux associés sont tenus à la disposition des associés au siège social où ils peuvent en prendre connaissance ou copie.

### 4° Réunion de l'assemblée

L'assemblée est réunie au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la lettre de convocation.

Elle est présidée par le gérant. Si celui-ci n'est pas associé, elle est présidée par l'associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales. Si deux associés qui possèdent ou représentent le même nombre de parts sociales sont acceptants, la présidence est assurée par le plus âgé. Un secrétaire associé ou non, peut être désigné.

#### 5° Représentation - vote

Chaque associé a le droit de participer aux décisions et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède.

Un associé peut se faire représenter par un autre associé ou par son conjoint, à moins que la société ne comprenne que les deux époux ou seulement deux associés.

Les copropriétaires d'une part sociale indivise sont représentés par un mandataire unique, choisi parmi les indivisaires ou en dehors d'eux.

#### 6° Procès-verbaux

Toute délibération des associés est constatée par un procès-verbal qui indique la date et le lieu de la réunion, les nom et prénoms des associés présents ou représentés, le nombre de parts détenues par chacun d'eux, les documents et rapports qui leur ont été soumis, le texte des résolutions mises aux voix, les nom, prénoms et qualité du président, un résumé des débats et le résultat des votes.

Les procès-verbaux sont établis et signés par les gérants et s'il y a lieu, par le président de l'assemblée.

Les procès-verbaux sont établis sur un registre spécial tenu au siège de la société, côté et paraphé dans la forme ordinaire, soit par un juge du tribunal de commerce ou du tribunal d'instance, soit par le maire ou un adjoint au maire de la commune du siège de la société.

### ARTICLE 30 - MODALITES DE LA CONSULTATION ECRITE DES ASSOCIES

#### 1° Forme

Lorsqu'une consultation écrite est possible, conformément aux dispositions de l'article 26, les mêmes documents que ceux prévus en cas d'assemblée sont adressés aux associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Les associés disposent alors d'un délai de vingt jours à compter de la date de réception de ces documents pour émettre leur vote par écrit. Tout associé qui n'aura pas répondu dans ce délai sera considéré comme s'étant abstenu.

Pour chaque résolution, le vote est exprimé par oui ou non.

#### 2° Procès-verbaux

Les procès-verbaux sont tenus dans les mêmes conditions que celles prévues pour les procès-verbaux d'assemblée, à l'exclusion de toutes les mentions concernant la seule assemblée. Il y est mentionné que la consultation a été effectuée par écrit et justifié que les formalités ont été respectées.

La réponse de chaque associé est annexée à ces procès-verbaux.

VL .....  
DH 13 J

**TITRE VI**  
**L'INFORMATION PERMANENTE DES ASSOCIES**

**ARTICLE 31 – DROIT DE COMMUNICATION DES STATUTS**

Tout associé a le droit, à toute époque, d'obtenir au siège social, la délivrance d'une copie certifiée des statuts en vigueur au jour de la demande.

**ARTICLE 32 – DROIT DE COMMUNICATION DES LIVRES ET DOCUMENTS**

L'associé a le droit de prendre par lui-même, deux fois par an, connaissance au siège social de tous les livres et documents sociaux, des contrats, factures, correspondances, procès-verbaux et plus généralement, de tout document établi par la société ou reçu par elle. Le droit de prendre connaissance emporte celui de prendre copie. Dans l'exercice de ces droits, l'associé peut se faire assister d'un expert choisi parmi les experts agréés par la cour de cassation ou les experts près d'une cour d'appel.

**ARTICLE 33 – QUESTIONS ECRITES**

Les associés ont le droit de poser par écrit, deux fois par an, au gérant, des questions sur la gestion sociale auxquelles il devra être répondu par écrit dans le délai d'un mois. Les questions et les réponses seront faites sous forme de lettres recommandées.

**TITRE VII**  
**EXERCICE SOCIAL – COMPTES – AFFECTATION DES**  
**RESULTATS**

**ARTICLE 34 – EXERCICE SOCIAL**

L'exercice social a une durée de douze mois. Il débute le premier janvier et se termine le 31 décembre.

A titre d'exception, le premier exercice social comprendra la durée écoulée entre la date d'immatriculation de la société et le 31 décembre 2020.

W  
.....  
je BU

### ARTICLE 35 – COMPTES SOCIAUX

Il est tenu un livre-journal où sont inscrites jour après jour les recettes et les dépenses.

Par ailleurs, est tenu constamment à jour un état complet des emprunts apportant toutes précisions sur ceux-ci, en particulier sur les sûretés les accompagnant et l'état de leur remboursement.

### ARTICLE 36 – PRESENTATION DES COMPTES SOCIAUX

Les comptes de l'exercice écoulé sont présentés aux associés dans un rapport écrit d'ensemble sur l'activité de la société pendant l'exercice écoulé. Ce rapport indique avec précision l'excédant constaté, qualifié de bénéfice, ou de déficit relevé, constituant la perte.

Le rapport est soumis aux associés, en assemblée, dans les six mois à compter de la clôture de l'exercice. Il est joint à la lettre de convocation.

### ARTICLE 37 – AFFECTATION DES RESULTATS

Le bénéfice dégagé pour la période de référence est réparti entre les associés à proportion de leur participation dans le capital.

La part de l'associé qui n'a apporté que son industrie est égale à celle de l'associé qui a le moins apporté.

Les associés peuvent cependant décider qu'une partie, ou la totalité du bénéfice, sera portée au crédit d'un compte bloqué au nom de la société.

Les associés supportent la perte, s'il en a été constaté une, dans la même proportion que le bénéfice. En cas d'existence d'un compte bloqué au nom de la société, elle sera compensée avec le résultat positif de celui-ci.

## TITRE VIII TRANSFORMATION – DISSOLUTION – LIQUIDATION – PARTAGE

### ARTICLE 38 – TRANSFORMATION

La transformation de la société en une société en nom collectif ou en commandite simple ou par actions, appelle l'accord unanime des associés donné en assemblée.

La transformation en société à responsabilité limitée ou en société anonyme est décidée à la majorité requise pour la modification des statuts.

VL ..... Jc  
FH 15

La décision de transformation est prise au vue d'un rapport du gérant apportant toute précision sur le projet de transformation.

La transformation de la société n'entraîne pas la création d'une personne morale nouvelle.

#### ARTICLE 39 - DISSOLUTION

La société est dissoute à l'arrivée du terme fixé. La prorogation de la société peut cependant être décidée par les associés en assemblée générale extraordinaire.

La réunion de toutes les parts sociales en une seule main n'entraîne pas la dissolution de plein droit de la société. Tout intéressé peut demander cette dissolution si la situation n'a pas été régularisée dans le délai d'un an.

Les associés peuvent décider à tout moment la dissolution anticipée de la société en assemblée dans les conditions de majorité d'une décision extraordinaire.

Dans le cas où la société est dépourvue de gérant depuis plus d'un an, tout intéressé peut demander au tribunal la dissolution anticipée de la société.

#### ARTICLE 40 - LIQUIDATION

La société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution, quelle qu'en soit la cause. Cependant, cette dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter de la date à laquelle elle est publiée au registre du commerce et des sociétés.

La personnalité morale de la société subsiste pour les besoins de la liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci. Toutefois, la mention « société en liquidation » ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers.

La liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs pris parmi les associés ou en dehors d'eux et nommés par décision ordinaire des associés ou, à défaut, par ordonnance du président du Tribunal de grande instance statuant sur requête de tout intéressé.

Le liquidateur ou chacun d'eux s'ils sont plusieurs, représente la société ; il a les pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif et acquitter le passif.

#### ARTICLE 41 - PARTAGE

Le produit net de la liquidation, après l'extinction du passif et des charges sociales et le remboursement aux associés du montant nominal non amorti de leurs parts sociales, est partagé entre les associés proportionnellement au nombre de leurs parts.

PM .../AV  
Y

**TITRE IX**  
**DISPOSITIONS DIVERSES**

**ARTICLE 42 – CONTESTATIONS**

Toute contestation qui pourrait s'élever pendant la durée de la société ou lors de la liquidation entre les associés, relativement aux affaires sociales, sera soumise à la juridiction des tribunaux compétents du siège social.

**ARTICLE 43 – FRAIS**

Tous les frais, droits et honoraires entraînés par le présent acte et ses suites, incomberont conjointement aux soussignés, au prorata de leurs apports, jusqu'à ce que la société soit immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés. A compter de cette immatriculation, ils seront entièrement pris en charge par la société qui devra les amortir avant toute distribution de bénéfice.

**ARTICLE 44 – POUVOIRS**

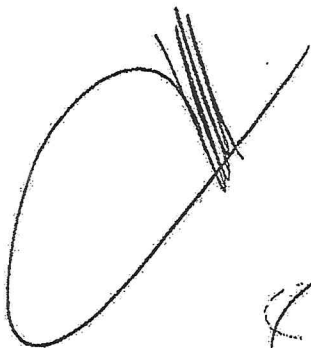
Toutes les formalités requises par la loi à la suite des présentes, notamment en vue de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés seront faites à la diligence et sous la responsabilité des gérants pouvant agir séparément avec faculté de se substituer tout mandataire de leur choix.

De plus, tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original ou d'une copie des présentes pour toute formalité pouvant être accomplie par une personne autre que l'un des gérants.

**ARTICLE 45 – ENGAGEMENTS CONTRACTES AU NOM DE LA SOCIETE AVANT SON IMMATRICULATION**

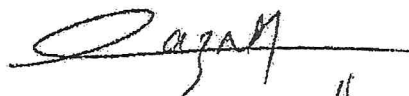
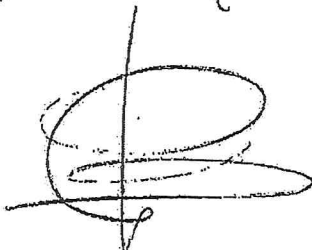
Les soussignés déclarent accepter, purement et simplement, les actes accomplis pour le compte de la société en formation. En conséquence, la société reprendra purement et simplement lesdits engagements dès qu'elle aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés ;

FAIT EN CINQ ORIGINAUX



A *Annuelle*

LE 11/05/20



BH *JK* *g*